

J.A. 1820 Montreux 1

TRIBUNE
DE

CAUX

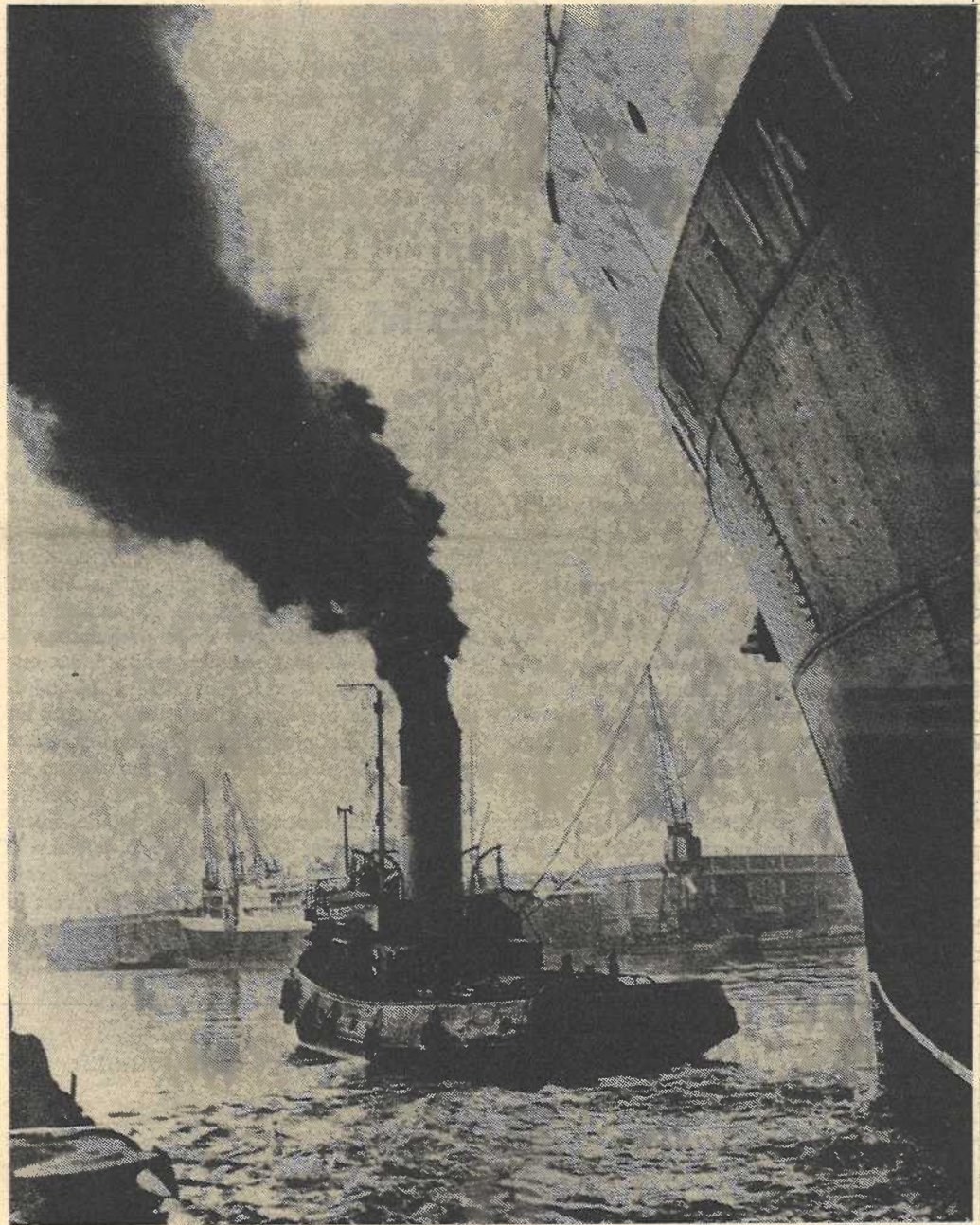
Paraît tous les 15 jours
Rédaction, Administration: 9, Trabandan, 1006 Lausanne
Tél. (021) 23 54 82. Chèques postaux 10 - 25 366

Fr. 0.70 5 août 1966 N° 10

6-7 août

13-15 août:

**Conférence
maritime
à Caux**



Londres, un des plus grands ports du monde

Après les accords de Bruxelles, par Ph. Schweisguth

Dockers, gens de mer et armateurs à Caux

Les industries maritimes jouent un rôle essentiel en procurant à l'humanité ce qu'il lui faut pour vivre. Mais, pour cela, le sang doit pouvoir couler librement dans les artères du commerce mondial. Un arrêt dans n'importe quel port amène rapidement la paralysie de l'un ou l'autre secteur de l'économie d'un pays, si ce n'est d'une nation tout entière.

Maintenir et développer les possibilités d'échanges entre les hommes, c'est dans cette perspective qu'ouvriers des chantiers navals et armateurs, dockers et gens de mer se rencontreront à Caux pour les week-ends des 6-7 et des 13-15 août. A l'ordre du jour de leurs discussions : le rôle présent et futur des industries maritimes dans la vie des nations ; les conditions de l'établissement d'un dialogue constructif entre les différents partenaires de cette industrie.

L'initiative de cette conférence revient à treize dockers qui travaillent dans les ports de Grande-Bretagne. Préoccupés par la situation économique de leur pays, ils se rendent compte que penser « île » appartient au passé et que seule une conception nouvelle apportée au monde permettra de résoudre de façon satis-

faisante les grands problèmes nationaux. Trois de ces hommes viennent de Bristol. En novembre dernier, ils avaient réussi à bloquer toute l'activité du port pendant un mois pour protester contre l'action de leurs chefs syndicaux, qu'ils jugeaient insuffisante. A ce moment-là, ils faisaient partie d'un comité officieux de dockers dont l'action s'étend à l'ensemble du pays. Depuis, ils sont devenus les protagonistes d'un esprit nouveau dans les relations entre patrons et ouvriers. Un homme du métier me disait la semaine dernière : « Nous avons fait plus de travail en six mois dans le port de Bristol en donnant de nouveaux mobiles d'action aux patrons et aux dockers que nous n'en avons fait en six ans d'application de nos anciennes méthodes de guerre industrielle. »

Un autre initiateur de la rencontre de Caux est M. Tom Ham, dirigeant du puissant syndicat des dockers et débardeurs de Londres. Président national du syndicat, il a récemment exercé une action décisive pour prévenir « l'escalade » de la grève des marins dans les docks de Grande-Bretagne, dont les conséquences au-

raient été catastrophiques pour l'économie du pays.

Des dockers sont attendus du Brésil et de l'Uruguay. Ils passeront plusieurs semaines en Europe. On sait toute l'expérience que ces hommes ont acquise dans les ports d'Amérique latine, où ils ont pu améliorer leurs conditions de travail en même temps que leur productivité, tout en donnant — pour reprendre les termes d'un journal brésilien — « un véritable exemple de démocratie ».

De France, d'Italie, des Pays-Bas et même — pourquoi pas ? — de Suisse, de l'important port fluvial qu'est Bâle, des dockers sont aussi annoncés.

Les gens de mer bénéficient de contacts multiples dans le monde entier, qui leur permettent de faire ce que d'autres sont incapables de réaliser. Acquis à une tâche qui englobe les continents pour créer une société où les rapports humains soient aussi modernes que les techniques, ils peuvent être les figures de proue d'un monde renouvelé. De tels hommes peuvent trouver des solutions qui échappent au commun des gens, même aux experts, que l'égoïsme national peut aveugler.

Accepteront-ils cette tâche ? S'ils le font, nous aurons bientôt une nouvelle « épopée de la mer ». Ces hommes-là peuvent établir des liens qui empêcheront le monde de se désintégrer.

D. SIMPSON.

Premier août: bravo M. Schaffner !

Chaque année au premier août les Suisses consacrent quelques instants à la méditation pour se souvenir de leurs ancêtres et penser à leur avenir. Bien souvent, les discours prononcés à cette occasion cherchent à faire passer sur l'assistance un doux ron-ron patriotique. Cette année fera exception, heureusement. Du haut en bas de l'échelle de nos autorités, on a évoqué des problèmes graves auxquelles notre pays se doit de faire face.

« Les Suisses risquent de perdre leur liberté intérieure », a affirmé le président de la Confédération, M. Hans Schaffner. En rappelant que depuis 150 ans les Suisses ont, à travers leurs luttes et leurs souffrances, servi toujours une grande cause nationale, le premier magistrat de notre pays s'est interrogé sur le but que nous poursuivons actuellement. Il voit dans la prospérité économique sans précédent dont nous jouissons les « symptômes alarmants caractéristiques de notre époque : effervescence, hâte, course effrénée aux succès matériels et aux plaisirs ».

« Nous sommes devenus tributaires des biens matériels nécessaires à notre existence, continue-t-il. La jouissance des biens matériels affaiblit le besoin autrefois si vif des Suisses de lutter, d'engager leurs énergies pour des idéaux humains et nationaux. Or, souligne M. Schaffner en conclusion, plus que jamais, nous avons besoin de ces forces vives pour accomplir les tâches urgentes qui attendent notre pays, et pour contribuer activement à la solution des grands problèmes nationaux. »

« Ces tâches ne sont pas plus faciles à accomplir, ni ces problèmes plus aisés à résoudre, bien au contraire, que celles et ceux qu'ont eu à maîtriser les générations précédentes. Pour en venir à bout (...) il importe que chacun de nous, à la place qu'il occupe et dans la mesure de ses forces, contribue au bien public, librement, en donnant le meilleur de lui-même. »

Nous sommes gré à M. Schaffner d'avoir orienté notre réflexion vers l'extérieur, vers le monde où la Suisse a un rôle à jouer.

TRIBUNE DE CAUX

Paraît le vendredi tous les 15 jours

Publié par Editions

Théâtre et Films de Caux S.A.

Rédaction, administration, publicité :

9, chemin du Trabandan, 1006 Lausanne

Tél. (021) 23 54 82, CCP 10-25366

Abonnement ordinaire d'un an :

Suisse Fr. 15.—

Autres pays Fr. 18.—

Abonnements de soutien :

Fr. 30.— et Fr. 100.—

Rédacteurs responsables :

Daniel Mottu

Paul-Emile Dentan

Imprimerie Corbaz S.A., Montreux

Le spécialiste du vêtement féminin

La maison du **Tricot** SA

Lingerie
Confection
Jersey

Lausanne, Genève, Neuchâtel, Zurich, Bâle, La Chaux-de-Fonds, Fribourg

Dans la maison natale
de Nicolas de Flue

Le président du gouvernement d'Obwald rend hommage à Peter Howard

Au cours de leur séjour en Suisse, Dame Flora Macleod, chef du clan écossais des Macleod, et M^{me} Peter Howard — dont nous avons parlé dans notre dernier numéro — ont été reçues officiellement par le gouvernement d'Obwald dans la maison natale de saint Nicolas de Flue à Flüeli sur Sachseln. Le président du Conseil d'Etat d'Obwald, le Landammann von Wyl, a salué ses hôtes au nom du gouvernement en rendant hommage à la mémoire de Peter Howard.



La maison natale de Nicolas de Flue à Flüeli sur Sachseln.

Photo Reinhard

Oui, dit-il Peter Howard était un combattant de première grandeur pour la cause du bien. C'était un révolutionnaire dans le meilleur sens du terme, un homme qui espérait remporter par la révolution du bien la victoire sur la révolution du mal. Il était convaincu que la jalousie, la haine, l'ambition, l'égoïsme, le matérialisme et tous les autres « ismes » humains ne peuvent être combattus efficacement que par la bienveillance, l'amour et la générosité, et aussi par la sobriété dans le désir, l'esprit de service et le renoncement volontaire.

Howard était un fervent partisan du principe

que toute activité humaine doit se soumettre à la loi divine si l'on veut que le monde s'améliore. La loi de Dieu est en effet la norme supérieure pour Sa créature, l'homme doué de raison. Sitôt que l'homme se forge sa propre morale, il la met au service de ses besoins personnels, et s'égare.

« C'est s'engager sur une route pleine de périls que de prendre le chemin d'une morale relative, disait Peter Howard. Adopter des critères relatifs, c'est s'interdire de montrer du doigt ou de blâmer Hitler ou Staline, qui furent les grands apôtres modernes d'une morale relative. »

... Je ne crois pas exagérer en disant qu'il existe, en un certain sens, une parenté spirituelle entre Nicolas de Flue et Peter Howard. Tous deux, grâce à leur vie exemplaire, ont agi sur les courants spirituels de leur époque, chacun à sa manière et en son temps. Le XV^e siècle où vivait Nicolas de Flue était une époque de défaite spirituelle, où la foi en Dieu et les bonnes mœurs avaient fait naufrage, et où un réarmement moral, comme nous le disons aujourd'hui, était absolument nécessaire. Leur vie et leur œuvre à tous deux nous mettent au défi d'accomplir la tâche que Dieu a placée devant nous.

M^{me} Peter Howard et Dame Flora Macleod n'étaient plus des inconnues pour les lecteurs de la « Tribune » à leur arrivée en Suisse il y a dix jours. Mais en repartant, c'est à travers tout le pays qu'elles laissent un sillage d'amis et connaissances à qui elles ont transmis leur conception dynamique du rôle de Caux et du rôle de la Suisse dans le monde.

Dès leur arrivée, une réception dans les jardins de Caux réunit, par une éclaircie inespérée, de nombreuses personnes de la région montreu-sienne et lémanique. Le maire de Montreux était venu lui-même avec sa famille saluer le vaillant chef du clan Macleod, dont les 88 ans n'altèrent ni la vivacité ni l'humour.

Puis diverses réceptions leur donnèrent l'occasion de pénétrer dans les milieux industriels et politiques tant en Argovie qu'à Lucerne, Lausanne ou Saint-Gall.

Enfin, une radieuse journée vit converger à Caux des membres de l'Association des paysannes suisses des cantons de Berne, Fribourg et Vaud, avec plusieurs présidentes de groupes et la présidente nationale, Mme Ott-Ulrich, elle-même de Zoug. Mme Howard conquiert l'intérêt de tous en racontant comment son mari et elle avaient fait de leur ferme une exploitation florissante en même temps qu'une pépinière d'hommes de caractère.

La rédaction de la « Tribune » se réjouit de présenter ce récit prochainement à ses lecteurs.

« Soyez grands! »

dit aux Suisses Dame Flora Macleod of Macleod

Il peut arriver qu'à l'âge de 80 ans, lorsque vous vous croyez arrivée au seuil de la vieillesse, vous découvriez un chemin nouveau. Ce fut mon cas et je puis dire que c'est un chemin fleuri tout en étant un chemin de combat — parce que combattre est tellement plus passionnant que dormir!

La devise de ma famille a été et reste toujours : « Tiens bon. » Mais aujourd'hui c'est avec une profonde tristesse que je vous parle de mon pays et que, de tout mon cœur, je vous demande de ne pas faire la même erreur que nous.

En 1942, la Grande-Bretagne a connu ses plus nobles heures : nous avons tout donné, nous sommes restés seuls et nous avons tenu bon. Mais après la guerre nous nous sommes mis à penser à nous-mêmes, nous sommes devenus égoïstes. Nous avons voulu être riches, vivre dans le confort, travailler le moins possible en gagnant le plus possible. Nous avons vécu au-dessus de nos moyens et maintenant nous connaissons la honte d'avoir à nous adresser aux autres pays pour emprunter de l'argent. Je tiens à ce que vous sachiez quelle humilia-

tion et quel sujet de tristesse c'est pour le peuple britannique.

Voilà pourquoi je vous supplie de ne pas faire comme nous. Vous avez richesse, prospérité, sécurité : alors, c'est le moment d'ouvrir toute grande votre pensée.

Regardez le monde et faites-en votre famille. C'est ce que mes ancêtres firent en petit, et c'est ce que vous devez faire aujourd'hui en grand. Peu de Suisses se rendent compte de ce qu'ils peuvent faire dans le monde. C'est facile de rester un petit peuple, mais plus un pays est petit, plus son peuple doit être grand.

Vous avez à remplir dans le monde une mission qu'aucun autre pays ne peut remplir. La création de Caux a représenté un grand acte de désintéressement de la part de la Suisse. Caux est devenu, et sera de plus en plus, le point de rencontre des peuples, où peuvent venir les hommes de tous les continents et de toutes les races.

S'il vous plaît, comprenez la grandeur de votre pays, la grandeur de Caux, les possibilités que Dieu vous confie et acceptez-en le défi.

Après l'accord de Bruxelles

Une ligne directrice

pour les agriculteurs européens

Le speaker de la Radio romande avait peine à cacher son impatience lundi 25 juillet lorsqu'il interviewait un haut fonctionnaire du Palais fédéral sur les réactions enregistrées à Berne après les accords de Bruxelles. « Mais enfin, disait-il, personne ne se rend-il compte ici de l'importance considérable de ces accords ? » Et son interlocuteur de lui répondre, avec un calme alpestre : « Mais nous ne sommes pas du tout surpris: nous avons toujours pensé que les « Six » arriveraient à une politique agricole commune. Maintenant, notre gros problème est de trouver comment faire face à un protectionnisme accru de la part des pays de la CEE. » Et pourtant, dans nos milieux paysans, on est conscient que la Suisse n'a pas de politique agricole à long terme. Comme dans d'autres domaines, nous semblons n'avoir

d'autre ligne directrice que celle de « voir venir » et de décider ensuite quelle doit être notre attitude.

L'agriculture suisse est aujourd'hui isolée, et l'inquiétude est grande dans les milieux paysans. Nos conditions de production sont en effet telles que nos produits ne sont plus compétitifs sur le marché européen qui s'organise sans nous. Nous sommes heureux de pouvoir mettre sous les yeux de nos lecteurs l'avis d'un expert en matière agricole, M. Philippe Schweisguth, agriculteur lui-même en Seine-et-Oise, qui a fondé et dirigé le journal *La France agricole* et qui est bien connu dans les milieux paysans suisses. La perspective qu'il indique ne nous permettrait-elle pas de nous donner — enfin — une politique ?

LES experts de la F.A.O. ont multiplié au cours des derniers mois les avertissements adressés aux gouvernements et au grand public pour souligner la gravité des famines qui sévissent dans certaines parties du monde et la menace que la trop lente progression de la production agricole fait peser sur l'avenir de l'humanité.

Nos lecteurs savent que la sécheresse a aggravé tragiquement cette année le déficit permanent de l'alimentation en Inde et ils ont lu dans nos colonnes comment les meilleurs hommes de cet immense pays se consacrent à maîtriser ce fléau. Peut-être voient-ils moins clairement l'envergure et la portée mondiale de la menace à plus long terme ?

Tandis que l'accroissement de la population du globe s'accélère rapidement et fait prévoir le doublement en trente ans du nombre de bouches à nourrir, la production alimentaire globale sur l'ensemble de la planète s'accroît

beaucoup trop lentement pour rattraper le retard actuel et combler le déficit futur. Si les remèdes efficaces ne sont pas rapidement appliqués, on doit s'attendre à voir dans les quinze ou vingt prochaines années survenir des famines capables de décimer des populations entières. Il est d'ailleurs illusoire de penser que ces désastres ne menacent que les pays pauvres, et que la race blanche, protégée par sa richesse industrielle, est assurée d'y échapper. Que pèserait-elle devant une Chine d'un milliard d'hommes, équipée de l'arme nucléaire et résolue à mobiliser sous son drapeau rouge les masses sous-alimentées d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, pour conquérir avec elles l'empire du monde ?

Le devoir naturel et élémentaire d'assurer le pain quotidien à chaque habitant de la planète — à trois milliards de bouches aujourd'hui, à six milliards dans trente ans — pourrait bien être la tâche politique prioritaire de chaque

gouvernement, d'ici à la fin du siècle. L'échec pourrait signifier, outre des souffrances incalculables, un retour en arrière de la civilisation, un véritable naufrage de l'espèce humaine. C'est un fait que les « Campagnes contre la faim » commencent à émouvoir peu à peu l'opinion publique. Elles déclenchent des initiatives souvent généreuses, mais souvent aussi inadéquates. Il ne semble pas qu'elles aient encore provoqué le sursaut de conscience nécessaire pour mettre en question les mobiles et les objectifs de notre vie économique et réorienter l'activité des producteurs industriels et agricoles vers la satisfaction prioritaire des besoins vitaux.

N'est-ce pas le moment pour les agriculteurs de tous les pays, et d'abord de l'Europe, de prendre comme axe de marche pour leur propre travail et comme responsabilité pour leur vie le quadruplement de la production agricole mondiale à réaliser avant l'an 2000 ?

Photo Maillefer



Un but à nous fixer : quadrupler la production

Quadrupler la production en moins de 40 ans et s'assurer que les aliments produits vont satisfaire les besoins essentiels de chaque être humain, quelle que soit sa patrie ou la couleur de sa peau, cela pourrait devenir le fil directeur de toute politique agricole moderne.

Ces dernières années, le souci principal des organisations professionnelles agricoles a été de défendre le pouvoir d'achat des agriculteurs contre la dégradation des termes de l'échange. Nous réclamions pour la rémunération de notre travail « la parité » avec les autres catégories professionnelles. Ce mot d'ordre n'a pas suffi à guérir le malaise paysan, pas plus que la prétention des gouvernements de relever le revenu des producteurs en diminuant leur nombre n'a calmé l'inquiétude de la jeune génération. Peut-être manquons-nous encore plus d'espoir que de revenu ? Peut-être avons-nous besoin avant tout d'un but à atteindre, à la mesure des immenses possibilités que nous offre la science agronomique et la technique moderne ?

C'est pourquoi nous proposons aux paysans européens un nouvel objectif, à leurs associations un nouveau thème de combat, aux ministres une nouvelle orientation de leur politique, à toute l'agriculture européenne — au dedans comme au-dehors du Marché commun — une nouvelle ligne directrice : « Nourrir le monde de l'an 2000. »

L'accord signé le 11 mai à Bruxelles portait sur le règlement financier de la politique agricole commune des six pays. Il impliquait en même temps la réalisation de l'union douanière complète au 1er juillet 1968, un an et demi avant l'échéance prévue par le Traité de Rome. Intervenant dix mois après la rupture provoquée par la France sur le même terrain, l'accord de Bruxelles a été salué par l'opinion française comme un événement essentiel pour la consolidation de la Communauté économique européenne.

Bien accueilli par les organisations agricoles, qui y voyaient une étape vers l'organisation mondiale des marchés, l'accord a soulevé des réserves dans les milieux industriels qui, du fait de leurs niveaux de prix ou de leur degré d'efficacité, ne se sentent peut-être pas aussi prêts que les agriculteurs à affronter la concurrence européenne.

Enfin, le 24 juillet, les « Six » ont achevé l'édifice des règlements de marché des grands pro-

duits agricoles. Le professeur Hallstein, président de la Commission du Marché commun, pouvait déclarer à la presse au terme de ces laborieuses négociations : « L'étape que nous venons de franchir est la plus importante de l'histoire de la Communauté économique européenne. »

Il faut remédier à l'inquiétude des régions européennes moins favorisées

En dehors des pays du Marché commun, les accords de Bruxelles ont provoqué une certaine inquiétude, facile à comprendre, chez les agriculteurs danois, gros exportateurs de produits animaux, qui craignent de voir leurs débouchés, vers l'Allemagne notamment, se resserrer du fait de la libre circulation des marchandises à l'intérieur de la Communauté. Une inquiétude parallèle s'est fait jour en Suisse et en Autriche où l'altitude, le climat, le prix des terres, la dimension des exploitations, voire la surchauffe économique, obligent à conserver un niveau de prix agricoles supérieur à celui que connaîtront les six pays. Il faut d'ailleurs remarquer qu'à l'intérieur de la Communauté de vastes régions se sentent elles aussi handicapées soit par leur climat, soit par la médiocrité de leurs terres, soit par le défaut d'implantation industrielle, soit par leur éloignement de la vallée du Rhin, axe principal d'activité de la C.E.E. C'est là ce dont se plaignent les Bavarois, les Italiens du Sud, les Bretons, les agriculteurs de montagne ou de terres pauvres des Alpes, du Centre et du Midi de la France, de la Belgique, de la Hollande et de la Rhénanie-Westphalie.

Ces disparités sont inévitables. L'essentiel c'est qu'elles ne conduisent pas à des extrémités si graves que la vie des familles soit menacée, l'activité économique ralentie, la vie régionale anémiée. Certaines régions françaises connaissent déjà ce processus de dépeuplement et, comme on dit, de « désertification ». On s'efforce d'y remédier. On y parviendrait beaucoup plus aisément en mettant de côté les impératifs de la loi du profit et les mobiles étroits de l'économie classique.

On trouverait beaucoup plus facilement un rôle à jouer pour chaque région apparemment déshéritée, pour chaque ferme, même médiocre, si l'on prenait comme ligne directrice : « Nourrir le monde ». Dans cette perspective, il n'y a pas de travailleurs en surnombre, pas de terre inutilisable. Pour quadrupler la produc-

L'EUROPE VERTE,

dont les ministres des Affaires étrangères et de l'Agriculture des « Six » ont achevé la construction à Bruxelles, compte 6 400 000 exploitations agricoles et occupe une main-d'œuvre de près de 10 millions de personnes.

Ses productions sont, par ordre d'importance : les produits laitiers, la viande bovine, les volailles, le porc (les productions animales représentent près de 60 % du total), les fruits et légumes, et les céréales. Elles suffisent à contribuer de près de 90 % à l'alimentation des 180 millions d'habitants du Marché commun.

Depuis 1963, le taux de croissance en volume de l'agriculture des « Six » est de 2,5 % par an. L'Europe verte est fondée sur trois grands principes : l'uniformisation des conditions de production ; la préférence communautaire et l'aide à l'exportation. (ATS.)

tion agricole, il faut, partout où c'est possible, mettre de nouvelles terres en culture, comme les Russes l'ont fait dans leurs terres vierges. Il faut spécialiser, améliorer, exploiter mieux les terres déjà cultivées. Il n'y a pas pour chaque agriculteur une fortune à faire, mais il y a, pour chacun, une tâche à remplir.

Quel que soit notre pays, et sa position en Europe, quel que soit notre village et notre situation professionnelle, chacun de nous peut utiliser cette nouvelle ligne directrice : « Ce que je décide, cela va-t-il hâter le jour où plus un seul enfant sur cette terre ne s'en ira coucher le ventre vide ? »

Un test pour les décisions économiques

C'est là un test qu'un fonctionnaire ou un ministre peut employer pour juger de la valeur d'une décision économique ou sociale. C'est pour un technicien un moyen de juger la valeur finale d'une méthode. Ce peut être pour un agriculteur un moyen d'éprouver les décisions qu'il prend dans la conduite de sa ferme et de juger la vraie valeur des luttes qu'il mène pour le bien de sa profession. Pour un étudiant, pour un fils d'agriculteur entreprenant cela peut être une question génératrice de vocation. Pour chacun cela peut devenir une source inépuisable d'imagination créatrice.

Nous souhaitons de toutes nos forces que l'accord réalisé à Bruxelles soit le point de départ d'une coalition des agriculteurs de toute l'Europe contre la menace montante de la faim. Le règlement financier adopté le 11 mai dernier, l'organisation des marchés achevée le 24 juillet, ne sont que des instruments d'une politique agricole commune dont les objectifs et l'esprit sont loin d'être encore définis. Nous désirons ardemment que cette politique n'exclue personne, ne disqualifie personne, ni au dedans ni au-dehors de la Communauté, et qu'elle donne à chacun sa meilleure chance de participer à l'immense tâche proposée par notre époque à chaque travailleur de la terre.

Ph. SCHWEISGUTH, agriculteur

DUBIED

honore une tradition

La marque bientôt centenaire de ses

machines à tricoter

en est la meilleure preuve

Edouard DUBIED & Cie S.A., Couvet

Tribune du monde

« Grande-Bretagne, en avant ! »

Au moment où le Gouvernement britannique engage une dure bataille pour redresser la situation économique et financière du pays, plusieurs centaines d'Anglais, hommes et femmes engagés dans l'industrie, les syndicats, la politique, les arts, parmi lesquels d'innombrables jeunes, se rencontrent à Tirley Garth, près de Manchester et Liverpool. Le slogan de leur conférence est : *Get going Britain!* c'est-à-dire : *Grande-Bretagne, en avant!* La présence de représentants de 23 pays montre tout l'intérêt suscité par cette nouvelle initiative. « Voilà des gens qu'on ne saurait accuser de prendre les choses à la légère », écrit le *Guardian*, rendant compte de la manifestation.

Lors de la séance d'ouverture, M. Roland Wilson, l'un des principaux responsables du Réar-

mement moral en Grande-Bretagne, a dit, en termes extrêmement clairs ce qu'il pensait de son pays et ce qu'il en attendait. Voici quelques extraits de son exposé :

« Notre pays a été le pionnier de la révolution industrielle. Nous étions connus autrefois comme l'atelier du monde. Maintenant, le monde entier est devenu un gigantesque atelier. La tâche qui s'offre à la Grande-Bretagne aujourd'hui est de créer le prototype d'un monde qui fonctionne.

» J'ai parlé récemment à un homme très proche de nos dirigeants. Il m'a décrit les conversations passionnées qu'il avait avec ses amis sur l'avenir du pays. Puis il ajouta : « Ces hommes sont perplexes. Pour eux, la prospérité » et même la survie économique du pays dépendent d'un effort colossal de production » de la part de chacun. C'est du simple bon sens. Pourtant, pour une raison ou pour une autre, les gens ne s'y mettent pas. Pourquoi ? » M. Wilson indique alors ce qui lui semble être la réponse à cette question :

« Sans doute il nous faut un blocage des salaires. Mais plus encore, il faut débloquer le cœur des Anglais afin que se manifestent à nouveau leur générosité et leur humanité. Il faut certes stabiliser la livre sterling. Mais il faut surtout redonner la stabilité à un monde qui l'a perdue.

» Je vois dans le Réarmement moral un instrument placé dans les mains de l'homme or-

dinaire, qui lui permet de venir à la rescousse d'une société qui ne sait plus vers quoi elle marche, et cela de telle façon que le monde en sera surpris. Il convient à la mentalité de notre peuple parce que son mode d'emploi est simple et que celui-ci laisse le maximum d'initiative entre les mains des usagers. Chacun a la possibilité de se fixer l'objectif à atteindre — et de le dépasser. Voilà la manière normale de vivre, certainement la plus intéressante. Car il n'y a rien de plus épuisant et de plus décourageant que de rouler sur le chemin de la vie en appuyant sur le frein. »

M. Wilson a présenté ensuite une série d'exemples pratiques empruntés à différentes industries britanniques : chantiers navals, docks, construction automobile, qui révèlent l'état d'esprit d'ouvriers et de patrons décidés à « lâcher les freins » qui empêchent l'industrie britannique de se moderniser et de se développer. « Voilà l'esprit dont Harold Wilson et la Grande-Bretagne ont besoin aujourd'hui, s'est écrié un syndicaliste en entendant ces faits. Si nous pouvons les multiplier sur le plan national, nous pourrions passer de la crise à des solutions qui intéresseront le monde. »

« Jour après jour, a conclu l'orateur, je reçois le récit de ce qui se passe dans une industrie après l'autre, d'un bout à l'autre du pays. Notre tâche est de rallumer une flamme dans ce pays, quoi qu'il nous en coûte. Le monde entier nous en sera reconnaissant. »

Kenya, Ethiopie, Soudan

Récit d'un voyage

Notre collaborateur, M. Philippe Mottu, vient de rentrer d'un voyage en Afrique dont il a bien voulu nous rendre compte :

Au Kenya, nous avons été invités à nous rendre dans la ferme de Narosurra, dont le propriétaire, M. Michael Low, était à Caux en juillet. Nous avons eu la joie de lui remettre le chèque d'un homme d'affaires suisse qui permettra l'achat de l'un des douze tracteurs nécessaires au centre de formation agricole qui est en construction.

Lors de notre séjour dans la ferme, MM. Low et Knight ont eu l'une des plus grandes satisfactions de leur vie. Les lecteurs de la *Tribune de Caux* savent (voir notre dernier numéro), que les terres de Narosurra avaient été réparties par son propriétaire, il y a quelques années, entre ses meilleurs employés africains. Ceux-ci pouvaient ainsi acquérir le terrain dont ils avaient besoin et bénéficier, sur une base entièrement coopérative, des machines agricoles de M. Low, comme aussi de son expérience. Le résultat ne s'est pas fait attendre puisqu'en deux ans la production de la ferme de Narosurra a doublé. Dans d'autres fermes du Kenya rachetées par le gouvernement et données à des cultivateurs africains sans que ceux-ci aient l'outillage ou la formation nécessaires, c'est le contraire qui s'est produit. Or, pendant notre séjour, le gouvernement a

pris la décision d'utiliser l'expérience de Narosurra dans tout le pays. Désormais, le Ministère de l'agriculture pourra répartir une partie importante des terres des fermes entre les Africains tout en utilisant les compétences des fermiers européens, sans avoir recours à des mesures extrêmes de nationalisation.

A Nairobi, nous avons rencontré M. George Gittie, qui dirige cinq journaux en Afrique orientale. Agé d'une trentaine d'années, ce journaliste dynamique nous a parlé de l'impression profonde produite sur le président Kenyatta par la représentation de *Harambee Africa*, la pièce montée par des jeunes lycéens du Kenya, de la Tanzanie et de l'Ouganda. Harambee est un mot forgé par M. Kenyatta lui-même et qui correspond à notre « Ho, hisse ! », adapté à l'effort soutenu que doit fournir toute la population pour faire avancer le pays. « Ces jeunes ont donné leurs vacances ; c'est très bien, dit le président. Maintenant, il nous faut voir comment ils pourraient se libérer pour être à même d'apporter le message de Harambee pendant toute l'année, d'abord chez nous, puis dans le reste de l'Afrique et enfin dans le monde. »

La prochaine décennie du développement

Le Gouvernement du Kenya est extrêmement intéressé par les possibilités qu'offre la collaboration avec Caux. Des personnalités officielles viendront en septembre lors d'une rencontre qui aura pour thème : « La prochaine décennie du développement ; les défis moraux, idéo-

logiques, sociaux et politiques qu'elle nous lance. »

Puis nous sommes partis pour Addis Abeba, ville située à 2700 mètres où il faisait singulièrement frais. Après avoir été reçu par le patriarche de l'Eglise copte, nous sommes partis à 450 kilomètres de là, pour rencontrer l'empereur Haïlé Sélassié dans son palais d'été.

Réception chez l'Empereur d'Ethiopie

Nous fûmes introduits devant le trône impérial selon le cérémonial traditionnel, puis l'empereur nous a longuement serré la main pour nous souhaiter la bienvenue. C'est un ami de longue date du Réarmement moral. Alors qu'il était en exil dans les années trente à Londres, Frank Buchman s'était personnellement occupé de lui. Certains de ses meilleurs diplomates ont participé aux conférences de Caux ; il sait qu'il peut avoir confiance en eux.

A Genève, en 1935, dans des circonstances tragiques, il était venu faire appel à la conscience du monde pour l'aider à lutter contre l'envahisseur. Je lui ai dit combien son courage, alors, m'avait impressionné.

Puis l'empereur nous a fait part de certaines de ses préoccupations. En effet, Marocains et Algériens sont en ce moment à Addis Abeba toujours encore à la recherche d'une terrain d'entente pour régler leur différend frontalier. Il s'agit d'une étroite bande de terre qui contient de grandes richesses minérales, aux confins mal délimités des deux pays. « Comment arriver à guérir les hommes de leur égoïsme ?

s'exclama avec force l'empereur. C'est là le problème principal. » Nous lui avons alors narré les différentes circonstances de l'initiative prise par l'ancien ambassadeur du Mali à Rabat, M. Ya Dombia, qui était, de sa propre initiative, intervenu auprès du roi du Maroc lors de la guerre avec l'Algérie, initiative qui avait conduit à l'arbitrage de l'empereur d'Ethiopie lui-même et du président Modibo Keita à Bamako.

Puis nous avons soumis à l'empereur quelques propositions concernant la venue en Ethiopie de « Harambee Africa », l'envoi à la conférence de Caux de représentants qualifiés ainsi que la formation qu'il convient de donner aux élites du pays.

« Comment pourrais-je refuser des offres qui visent au bien de mon peuple ? » dit l'empereur en appelant son secrétaire pour lui donner immédiatement les ordres nécessaires.

Au Soudan, en pleine crise politique

A Khartoum, nous sommes arrivés en pleine crise politique, et aussi dans l'inquiétude générale que cause au pays le manque total de pluie.

Notre première visite fut pour l'Imam, chef de la puissante et dynamique secte religieuse musulmane des Ansars. Il connaît bien notre travail, pour lequel il a la plus profonde estime, ayant même logé pendant plusieurs semaines dans sa résidence personnelle des hommes venus de Caux.

Le ministre Buth Diu nous a reçus à bras ouverts, car il n'a jamais oublié sa visite à Caux il y a dix ans. C'est lui qui représente les populations du sud du pays, secouées depuis plusieurs années par la révolte contre la domination des « Blancs », c'est-à-dire des Arabes du Nord. Buth Diu déploie d'énormes efforts pour trouver une solution à ce problème crucial pour l'avenir du Soudan. Malgré la crise politique, le président de la République, M. Azari, nous a reçus et réserva à nos propositions le même accueil favorable que celui que leur avait réservé l'empereur d'Ethiopie.

Si je n'avais pas été convaincu avant mon départ du rôle que peut jouer la Suisse, du rôle que peut jouer Caux dans le monde, ce voyage m'en aurait persuadé sans laisser place à aucune hésitation. Notre qualité de Suisses nous permet de parler à chacun, sans que nos interlocuteurs aient la moindre arrière-pensée quant à nos intentions. Nous représentons, que nous le voulions ou non, un pays qui possède des assises et une tradition spirituelle que le monde respecte. C'est un atout immense dans nos mains et nous nous devons de l'utiliser au maximum. Enfin, je suis toujours frappé de constater, en toute objectivité, combien Caux est associé, dans l'esprit des dirigeants des pays africains que j'ai visités, à ce qu'il existe de meilleur en Europe. Lieu de rencontre idéal, construit sur la base solide de vingt années d'expériences indiscutables, il va devenir pour les vingt prochaines années un centre encore plus important pour le développement du monde entier.



Photo Maillefer
Spyros Stephou, du port de Famagouste.

Interview express:

La situation à Chypre, vue par un ancien combattant de l'EOKA

Lors de sa dernière conférence de presse à Genève, U Thant s'est montré préoccupé de la situation à Chypre. Certes, les troupes des Nations Unies, qui ont dû intervenir dès le début de 1964 pour mettre fin au choc sanglant entre les communautés grecque et turque, vont rester jusqu'à la fin de cette année. Mais le secrétaire général a laissé entendre qu'il n'entrevoit aucune solution de fond pour le moment.

Celle-ci dépendra en définitive des Cypriotes eux-mêmes. Durant son passage à Caux, nous avons pu nous entretenir avec l'un d'entre eux, M. Spyros Stephou, fonctionnaire des douanes dans le port principal de l'île, Famagouste. M. Stephou a milité durant la lutte pour l'indépendance dans les rangs de l'EOKA, le mou-

vement de résistance que dirigeait le général Grivas.

Peu après l'indépendance de son pays, il a participé aux conférences de Caux. Son changement d'attitude depuis lors lui a permis de gagner la confiance des dirigeants grecs et turcs de sa ville.

Avez-vous eu des chocs sanglants à Famagouste ces dernières années ?

Ils ont été très rares, heureusement. Au plus fort de la tension, nous avons réussi à maintenir le contact avec les dirigeants de la communauté turque décidés, comme nous du côté grec, à calmer les esprits.

Quel est l'état d'esprit actuel de la population cyprïote ?

Celle-ci est lasse de la haine et de la division entre les deux communautés. Plus que par le passé, elle désire la paix. A mon avis, l'interférence de puissances étrangères pèse lourdement sur la situation. Si les Cypriotes grecs et turcs n'étaient pas manœuvrés par d'autres, ils parviendraient à s'entendre, comme ils l'ont fait pendant des siècles.

L'économie de l'île se ressent-elle des événements ?

Elle en subit les contrecoups. Toutefois, nos exportations d'oranges continuent vers l'Angleterre. La vente ou la mévente de certains produits, tels le vin et les raisins, a ses répercussions psychologiques. La Russie l'a compris et, en offrant d'acheter nos stocks de raisin de ces trois dernières années, elle a, non seulement rendu un grand service au pays, mais gagné la sympathie de toute une population viticole qui n'arrivait plus à écouler ses produits en Occident.

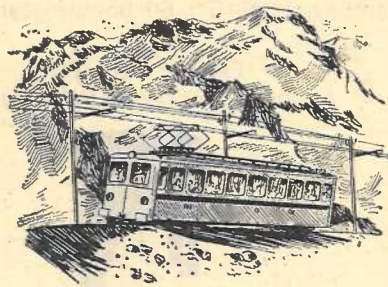
On dit parfois que Chypre pourrait bien devenir un « Cuba méditerranéen ». Est-ce exact ?

Le danger existe dans la mesure où les Cypriotes perdent de vue leur raison d'être. N'oubliez pas que Chypre n'est qu'à une heure d'avion de trois continents : cette situation géographique trace la destinée de notre île, qui est d'être un pont entre des civilisations différentes.

Aux hôtes de la région montreusienne

Le centre du Réarmement moral à Caux, dont les majestueux bâtiments dominent la contrée, est ouvert sans interruption jusqu'en automne. Des sessions spéciales sont prévues pour les représentants de l'industrie, de l'agriculture, des professions médicales et du monde théâtral. Des films sont présentés plusieurs fois par semaine au théâtre.

Le central téléphonique du Réarmement moral à Caux (61 42 41) renseigne volontier sur le programme des conférences publiques et des représentations cinématographiques. Ajoutons que la librairie est ouverte quotidiennement et que, selon les jours et les heures, on peut visiter certaines parties du bâtiment.



Rochers de Naye

2045 m

Panorama unique sur les Alpes, de la Jungfrau au Mont-Blanc.
Jardin alpin le plus haut d'Europe.

Billet spécial d'excursions
dès Montreux Fr. 11.—
dès Caux Fr. 7.—

Saint-Nazaire:

Opération France-Demain

Saint-Nazaire, capitale de la construction navale française, a été choisie pour la première phase de ce qui s'est appelé, dans le cadre de l'action du Réarmement moral, l'Opération France-Demain. De quoi s'agit-il? De faire prendre conscience à des jeunes Français des réalités politiques et économiques d'une région industrielle et de leur donner l'occasion de se mettre à la pointe avancée d'une « révolution des états d'esprit ». Cette expression, nous l'empruntons à un journaliste de Saint-Nazaire venu interviewer les participants. Il estime en effet que cette révolution-là est la plus nécessaire dans cette région de Loire-Atlantique qui, pour différentes raisons, et entre autres son éloignement des grands axes du Marché commun, doit repenser l'orientation de son économie industrielle et agricole.

Dans l'invitation à l'Opération France-Demain, un conseiller général du département, maire d'une commune proche de Saint-Nazaire et dessinateur aux Chantiers de l'Atlantique, avait exprimé un souhait qui rejoint celui du journaliste :

« C'est un grand honneur pour les hommes de Loire-Atlantique qui travaillent, peinent et espèrent, d'accueillir dans leur belle région des jeunes qui construiront très vite, car le temps

presse, un monde moderne et fraternel, généreux et sans frontière. Les participants apprendront à connaître et à aider notre département en construisant des ponts, non d'acier et de béton, mais de respect et de confiance entre les hommes et entre les communautés. »

C'est donc dans ce département breton que se sont réunis, pour deux semaines, une cinquantaine de jeunes. Etudiants, lycéens, employés, travailleurs, ils venaient surtout de la région parisienne, du Pas-de-Calais et de Bretagne même ; des jeunes d'Algérie, de Belgique, de Suisse, de Suède ainsi qu'une délégation allemande et une délégation autrichienne se sont joints à eux.

Le quotidien *Presse-Océan* donne dans son numéro du 27 juillet un long compte rendu de cette action. Il souligne tout d'abord qu'il s'agit d'une « session d'études, entrecoupée de visites d'ensembles industriels et économiques du département, comme de dialogues fructueux avec diverses municipalités et plusieurs mouvements de jeunes ». Le journal retrace les buts poursuivis par le Réarmement moral et la façon dont la jeunesse du monde entier s'est emparée de cette idée.

« Le phénomène n'est certes pas nouveau, poursuit *Presse-Océan*, mais là où réside son originalité, c'est dans le fait que ces jeunes, se plaçant au-delà des préjugés, au-dessus des frontières, ont décidé que les affaires du monde sont leur affaire.

«... Ces jeunes ont pu se rendre compte des premiers effets bénéfiques, en Loire-Atlantique, de l'action du Réarmement moral, laquelle a déjà permis d'abattre les cloisons et triompher des murs qui séparaient les hommes et les

empêchaient d'œuvrer ensemble pour le bien commun. »

Saint-Nazaire est, depuis longtemps, un bastion socialiste. On fêtait récemment les quarante ans presque ininterrompus de M. Blancho, un vieux militant de la S.F.I.O., à la tête de la municipalité. Deux de ses adjoints, MM. Carpentier et Caux, ont reçu pendant deux heures les participants à l'Opération France-Demain. Ils leur ont fait visiter le magnifique Hôtel de Ville dont l'inauguration remonte à 1960 seulement. C'est un bâtiment moderne au milieu d'une ville entièrement reconstruite après la guerre. Les bombardements successifs avaient en effet anéanti à 100 % les édifices publics et à 85 % les habitations privées.

Les souffrances de cette ville, les difficiles réajustements d'après-guerre, comme l'esprit d'entreprise des autorités et le caractère bien trempé des habitants, cette conviction passionnée sur l'avenir de la région, malgré les difficultés économiques et sociales de ces dernières années, les jeunes de « France-Demain » l'ont exprimée au cours de cinq soirées théâtrales et musicales applaudies chaleureusement par des auditoires où se côtoyaient travailleurs des chantiers, paysans et vacanciers.

En « commandos » plus restreints, les jeunes sont partis à plusieurs reprises dans tout le département pour rencontrer des hommes de tout bord, comme les responsables municipaux, et contribuer à construire des ponts de confiance. Un syndicaliste nazairien pouvait déclarer : « Vous êtes les seuls qui réussissez à établir un vrai dialogue entre des milieux qui sont cloisonnés et qui s'ignorent. »

J. J. ODIER.

A ces moments-là, un meilleur spray vous rendra votre sourire

Il est si important de bien choisir votre spray!
Vous pouvez faire confiance à Schwarzkopf!
il y a 60 ans que Schwarzkopf se
consacre aux soins capillaires.

Taft, c'est l'exquise fraîcheur qui vous rend
charmante et sûre de plaire.

Et n'est-elle pas jolie, cette nouvelle bombe au
motif écossais ?

Bombe normale 5 fr. 60, bombe géante 11 fr. 20

Essayez donc Taft,
le nouveau spray de Schwarzkopf



Schwarzkopf
fait le charme de votre coiffure

